

## REGAINS AU GIPRI

Un financement de la Loterie Romande a heureusement permis au GIPRI de renouer avec son traditionnel cours d'été. En association avec l'université de Genève, l'Institut a consacré ses deux semaines de formation (du 2 au 13 septembre) au thème de « **L'Afrique entre conflits et développement** ». **Pauline Plagnat** en qualité de directrice scientifique du cours et **Gérard Antille** comme gestionnaire, ont été les chevilles ouvrières de la finalisation et de la mise en œuvre du projet, dont les grandes lignes, conceptuelles et logistiques, avaient été tracées par **Roger Eraers** et **Gabriel Galice**.

Le choix du thème visait notamment à éviter une vision occidentalocentrée des questions relatives à la guerre et à la paix. Il rendait aussi compte des défis à venir puisque c'est en Afrique subsaharienne que va surtout augmenter la population mondiale dans les quarante prochaines années, prolongeant la tendance des décennies passées. En 2050, certaines évaluations estiment qu'un habitant de la Terre sur quatre vivra en Afrique. L'Afrique regorge de ressources « naturelles » essentielles à l'économie mondiale. Leur exploitation ne va pas sans poser des problèmes économiques, sociaux, politiques, militaires ou « sécuritaires ». L'Afrique est à la fois un enjeu pour les acteurs extérieurs et un ensemble d'acteurs régionaux et locaux. Les organisateurs ont voulu une répartition équilibrée d'auditeurs africains et européens. Ils ont aussi tenu à faire entendre la voix d'experts originaires du continent africain.

Dans sa leçon inaugurale, le Professeur **Philippe Hugon** a exposé magistralement, avec pédagogie et sens des nuances, les contrastes d'une Afrique à la fois une et multiple. Un tiers

des conflits mondiaux se déroulent en Afrique mais les Africains, s'ils en sont les premières victimes n'en sont pas toujours les principaux promoteurs. A la différence des guerres achevant la colonisation, les nouveaux conflits impliquent des acteurs émergents tels la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Philippe Hugon s'est appliqué à mettre en évidence l'enchevêtrement des échelles du local au mondial, l'imbrication des facteurs impliquant la complexité des acteurs. Richesse et pauvreté sont également sources de conflits. **Christian Comélieu** et **Pauline Plagnat** ont tiré les conclusions provisoires du cours.

Au même moment paraissait le **Cahier 9** du GIPRI « Regards croisés sur la guerre et la paix », fruit d'un séminaire tenu à Genève à l'automne 2011. Des polémologues de Strasbourg, des chercheurs du CIRPES à Paris, ont notamment apporté leurs contributions.

Enfin, l'actualité n'a pas manqué de mobiliser la réflexion, les commentaires, de certains membres du GIPRI, soucieux d'apporter du recul et de la complexité dans un conflit aussi passionné, volontiers schématique, que celui des violences dont la Syrie est le théâtre.

Pour 2013, les travaux du GIPRI témoignent de sa vigueur. Ils illustrent à la fois le renouveau de sa composition (conseil de fondation, commission scientifique) et le renouvellement de ses thèmes. Connaître et expliquer restent les deux volets de sa mission, depuis plus de trois décennies.

Gabriel Galice  
*Vice-Président du GIPRI*

### POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITE

## ARMES DE TERREUR

Jean-Pierre Stroot

L'épisode syrien, qui, au niveau de la pratique de la guerre, reste un fait divers, a ramené l'attention du public sur les armes chimiques et biologiques. Depuis une utilisation systématique de gaz au cours de la première guerre mondiale de 1914 -18, une indignation légitime à leur égard s'est manifestée. Elle a abouti à un accord sur leur élimination dès 1922. Des emplois sporadiques ont eu lieu durant la seconde guerre mondiale pour aboutir dans les années 50 à un accord quasi universel de ne plus recourir à ces armes et à les éliminer. La Syrie fait partie des quelques-uns qui ne l'ont pas signé en réaction à l'absence de destruction des armes de cette nature possédées par les grandes puissances dont les États-Unis.

Les armes chimiques et biologiques sont abominables. Elles le sont comme toutes armes de destruction massive qui ne distinguent pas combattants et non-combattants. Cette dernière distinction mérite réflexion. Toute arme a un caractère abominable, Tuer, déchirer reste le même destin quel que soit la méthode. Un combattant est très souvent quelqu'un à qui une arme et son mode d'emploi ont été assignés et à qui il est rappelé : « si tu ne t'en sers pas, l'autre le fera ». Celui qui déclenche une guerre est toujours un non-combattant. Il n'a peut-être jamais entendu le bruit d'un coup de feu.

La non-discrimination des victimes, particulièrement des enfants, par les armes chimiques est le premier motif d'horreur et de dégoût légitimes à leur égard. Le second est le nombre élevé de morts simultanées en dehors d'un système de soins efficaces. Il est donc parfaitement nécessaire de mettre tout en œuvre pour une suppression définitive et rapide des armes chimiques et biologiques. Nous semblons cependant feindre d'ignorer qu'il existe bien plus impressionnant et dangereux : l'arme nucléaire. Il a fallu le massacre syrien pour rappeler les dangers des armes chimiques. Faudra-t-il l'utilisation d'une « bombe atomique » pour rappeler ce que celle-ci représente : pouvoir de destruction et de contamination de longue durée et sa puissance de massacre.

Il est essentiel d'en finir avec les armes nucléaires, ce que ne font pas les accords de désarmement en vigueur. Ceux-ci n'ont pas défait les arsenaux des sept pays qui en disposent : les cinq pays membres du conseil de sécurité de l'ONU : USA, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine plus Inde et Pakistan. Ces arsenaux sont considérables. Aux yeux de beaucoup, il vaut mieux n'en point parler. Cela s'appelle suivre la politique de l'autruche. Le professeur **J.Dhanapala, actuel Président des conférences Pugwash**, vient opportunément de le rappeler. Tous pays confondus, il existe 17'200 armes nucléaires, dont 4400 sont attachées à des missiles ou sont prêtes à être ciblées dans les cinq minutes qui suivent. Le potentiel de destruction immédiat et inimaginable lorsqu'on se rapporte à la disparition des villes de Hiroshima et Nagasaki avec des instruments primitifs vis-à-vis de ceux actuellement existants. Nous ne sommes plus en guerre froide, nous restons cependant à la merci d'une erreur de manipulation ou d'une action volontaire suscitée par les désordres sociaux qui peuvent accompagner les crises économiques ou, pis encore, de tout autre acte de folie dont

l'histoire humaine n'est pas exempte. La presse rapporte qu'en 1961, une bombe hydrogène d'une puissance 260 fois supérieure à celle qui élimina Hiroshima a manqué d'exploser sur le sol américain suite à la défaillance de trois systèmes de sécurité sur quatre lors de la chute de l'avion qui la transportait.

Le 26 septembre 2013, l'assemblée générale de l'ONU, s'est réunie à New York. Le secrétaire général semblait décidé à remettre l'élimination des armes nucléaires à l'ordre du jour. Il faut soutenir ces travaux et en maintenir l'actualité jusqu'à un résultat concret. Cela ne sera pas facile car il existe une forte pression de l'industrie nucléaire couplée à l'attrait de la puissance politique conférée. Il est également ahurissant d'entendre des responsables militaires prétendre que leur participation au maintien de la force nucléaire est un acte patriotique alors que celui-ci ne peut que mener à la destruction de cette patrie..

Pour assurer notre avenir,  
NON A L'ARME NUCLEAIRE et d'urgence.

Jean-Pierre Stroot  
*Président honoraire du GIPRI*  
*Membre de Pugwash*

## IT'S BUSINESS AS USUAL

Jacques Dubochet

La pandémie de grippe aviaire de 2003-2004 avait de bonnes raisons d'inquiéter le monde. Son agent, le virus influenza H5N1, est de la même famille que celui de la grippe espagnole de 1918. Il est systématiquement létal chez les volailles. Heureusement, il ne se transmet que rarement à l'homme. Il causa toutefois la mort de plus de la moitié des quelques 600 personnes infectées. On n'ose pas imaginer ce qui se serait passé si la transmission à l'homme avait été aussi efficace que pour la grippe annuelle « classique ».

En automne 2011, deux groupes de virologistes remarquèrent qu'il leur a été relativement facile de transformer H5N1 de telle sorte qu'il devienne transmissible chez le furet – un animal généralement considéré comme un bon « proxy » de l'homme.

Aussitôt connus, ces travaux provoquèrent un intense débat et soulevèrent de graves questions. Est-il souhaitable de publier des résultats qui pourraient conduire à la production d'un virus hautement pathogène ? Est-il légitime d'entreprendre de telles recherches ? Ne doit-on pas craindre une dissémination accidentelle ou de susciter l'intérêt de quelques bioterroristes ? Finalement, la publication fut autorisée (1, 2), non pas tellement parce que le débat avait atteint une conclusion, mais parce que, l'information étant déjà largement diffusée, la poursuite du blocage ne servait à rien. Il fut décidé toutefois qu'un moratoire volontaire serait appliqué aux recherches visant à renforcer les traits marquants de virus pathogènes (gain-of-function – GOF – research). Hélas, contrairement au fameux

moratoire d'Assilomar de 1975, le moratoire GOF semble avoir été un flop qui a surtout servi à offrir une plateforme médiatique aux spécialistes désireux de poursuivre leurs recherches. Après quelques mois, ceux-ci décidèrent la fin du moratoire (3). La recherche GOF continue. It's business as usual.

Eh oui ! Nous sommes tous comme cela, le nez dans le guidon de nos petites affaires. Les chercheurs scientifiques actifs le sont peut-être encore plus que les autres, parce que leur compétence est réelle et démontrable dans leur domaine. Malheureusement, leur domaine est souvent plus étroit qu'ils ne l'imaginent; en tout cas trop étroit pour les laisser seuls à la conduite de recherches dont les conséquences sociopolitiques sont d'une tout autre ampleur.

Le moratoire GOF est passé, la recherche continue, et ensuite ?

Chacun peut s'aventurer à une prévision.

La mienne va dans le même sens que celle proposée par **S. Wain-Hobson** dans un éditorial de Nature (4) ; la victoire des spécialistes est une victoire à la Pyrrhus qui aura de vastes conséquences. Je crois qu'il est peu probable qu'un accident de laboratoire ou un acte de bioterrorisme vienne prochainement dramatiser la situation. Par contre, il paraît certain que les organes politiques seront d'autant plus interventionnistes que les scientifiques donneront l'impression de ne pas se contrôler eux-mêmes. Le travail des chercheurs en deviendra sans doute plus compliqué. Un effet plus frappant pourrait se réaliser à travers l'action de mouvement populaire et d'ONG appelant au rejet de certaines recherches. L'abandon de la recherche publique sur les plantes modifiées génétiquement en Suisse est un fâcheux précédent qu'il ne faudrait pas reproduire. Comment faire alors pour que la légitime demande d'un meilleur contrôle politique n'induisse pas la remise en cause de la démarche

scientifique et de la raison basée sur la connaissance ?

- 1) Herfst, S., E. J. A. Schrauwen, et al. (2012). "Aerosol transmission of avian influenza A/H5N1 virus." *Science* 336: 1534 – 1541
- 2) Imai, M., T. Watanabe, et al. (2012). "Experimental adaptation of an influenza H5HA confers respiratory droplet transmission to a reassortant H5HA/H1N1 virus in ferrets." *Nature* 486: 420 – 428.
- 3) Fouchier, R. A. M., A. Garcia-Sastre, et al. (2013). "H5N1 virus: Transmission studies resume for avian flu." *Nature* 493: 609.
- 4) Wain-Hobson, S. (2013). "H5N1 viral-engineering dangers will not go away." *Nature* 495: 411.

Jacques Dubochet  
Université de Lausanne  
Septembre 2013

### **SYRIE : l'initiative russe relance le débat et nuance les appétits**

Gabriel Galice\*

La mise en scène de l'horreur et la diabolisation des adversaires sont les deux outils de la communication belliqueuse des Islamistes et des Occidentalistes (partisans de « L'Occident contre tous les autres » selon **Jean-Pierre Chevènement**) qui pointent les responsabilités de la Russie et de la Chine dans les violences syriennes. La rhétorique de la lutte entre le bien et le mal dispense d'une réflexion juridique et politique, en faisant fi du droit à la guerre (jus ad bellum), du droit dans la guerre (jus in bello), du droit après-guerre (jus post bellum). L'initiative russe et les nouvelles révélations de l'ONU viennent nuancer le débat sur la nécessité d'une attaque.

Après la dissolution du Pacte de Varsovie, les Occidentalistes ont renforcé l'OTAN. Ses bases entourent la Russie au prétexte de contenir l'Iran. En 2003, année de l'attaque de l'Irak, G W Bush a mis la conquête du « Grand Moyen-Orient » (du Maghreb à l'Afghanistan) à l'ordre du jour. Rebaptisé « Partenariat pour le progrès et un avenir commun », il sera amendé par le G8 et l'OTAN. Les « Révolutions arabes » sont la résultante de deux processus : des révoltes populaires et civiques d'une part, l'avancée des ambitions occidentale et islamiste, attisant les feux, d'autre part. La double offensive islamiste et occidentaliste place les autres (dont les Russes et les Chinois) sur la défensive. En 1971, Moscou et Damas ont signé un accord permettant à la flotte russe de stationner à Tartous, seule base navale qu'ils aient désormais à l'étranger. En 2011, l'intervention militaire en Libye a basculé de la

« responsabilité de protéger » au renversement du régime, au grand dam des Russes et des Chinois, qui avaient initialement avalisé l'opération.

Il est devenu notoire que des djihadistes ont, eux aussi, commis des exactions en Syrie et peut-être même utilisé des armes chimiques, selon **Carla Del Ponte** (« Couper aux spin-docteurs le chemin de la guerre » dans Horizons et Débats <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3953> et aussi « Qui utilise du gaz toxique en Syrie ? » <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3976>). Il est loisible de dissenter sur les bonnes et les mauvaises armes. Les Etats-Unis ont utilisé l'arme atomique au Japon, le napalm en Corée et au Vietnam, l'agent orange au Vietnam, du phosphore blanc et des bombes à fragmentation à Falloujah et les drones tueurs en Afghanistan, en toute impunité. Les frappes à distance feraient des victimes civiles. Les Etats islamistes qui arment des djihadistes syriens, poussent les Occidentaux à l'intervention musclée, escomptant profiter du chaos pour installer un régime ami. Russes, Chinois, Iraniens réagiraient d'une manière ou d'une autre pour contenir la double avancée islamiste et occidentaliste. La « punition » invoquée par Obama et Hollande est davantage digne d'un surveillant d'une cour d'école que d'un chef d'Etat. Ni les raisons invoquées du droit à la guerre, ni les conditions du droit de la guerre n'autorisent à condamner unilatéralement le régime syrien, les Russes et d'autres

Le droit d'après-guerre est plus incertain encore. Les parrains des belligérants se disputeraient leurs zones d'influence au travers des protagonistes indigènes du conflit syrien. La « guerre par procuration » est une loi du genre. Ce qui semblait impossible hier autour d'une table de négociations serait plus improbable encore après des frappes occidentales, voire occidentalislamistes. Les dirigeants politiques et les commentateurs formatés seraient avisés de relire **Max Weber**. L'éthique de conviction ne saurait

estomper l'éthique de responsabilité, qui consiste à anticiper les conséquences des décisions prises. Faire le contraire au nom de l'indignation témoigne au mieux de naïveté, au pire de cynisme pour dissimuler d'inavouables projets de conquête.

La seule question est de savoir si le partage du pouvoir et des zones d'influence se fera par la diplomatie ou par la guerre. Ceux qui privilégient la solution militaire font le pari d'un bénéfice plus grand pour un changement des rapports de force dans la région et dans le monde. Les habillages humanitaires sont poudre aux yeux. **Richard Labévière** remarque justement que le drame syrien illustre la thèse d'**Alain Joxe** sur « les guerres de l'empire global ». Il s'agit de « promouvoir des démocraties corrompues et policières comme systèmes locaux de l'ordre financier néolibéral, quitte à s'accommoder avec des partis islamistes conservateurs, mais nullement hostiles aux avantages, pour les riches, de ces systèmes. »

La diplomatie reste la seule voie raisonnable, pour la paix mondiale et pour le peuple syrien.

Gabriel Galice  
*Vice président du GIPRI*

\* Article publié dans *Le Temps* du 13 septembre 2013

## ACTIVITES DU GIPRI

# UNIVERSITE D'ETE DU GIPRI

## L'Afrique entre conflits et développement

Pauline Plagnat

Cette année, grâce au financement de la Loterie Romande, le GIPRI a pu organiser une université d'été autour du thème « L'Afrique entre conflits et développement ».

Malgré les délais très courts pour l'organisation du programme, nous avons obtenu un succès indéniable à travers de nombreuses candidatures. Au final, une vingtaine de participant-e-s ont pu se joindre à nous, venant de France, Suisse et d'Afrique francophone, d'âge varié (de 18 à 55 ans) et de formations diverses (étudiant-e-s, journalistes, juristes, enseignant-e-s, doctorant-e-s). Grâce à l'appui de stagiaires, nous avons pu mener à bien cette formation de 2 semaines en partenariat avec le programme de formation continue de l'Université de Genève.

Les intervenant-e-s se sont succédé-e-s afin de présenter les différentes facettes et éléments de débat autour des conflits et du développement en Afrique. En guise d'introduction générale, la leçon inaugurale du professeur **Philippe Hugon**

(<http://www.gipri.ch/ete-2013/lecon-inaugurale/>) a présenté les thématiques et trajectoires les plus importantes à étudier sur le développement africain. Par la suite, le professeur **Angelo Barampama** de l'Université de Genève, a illustré les asymétries de pouvoir à l'origine des conflits sociaux en Afrique. **Philippe Kilchenman** (Dropstone, ex CICR) nous a démontré l'implication et l'importance du rôle de CICR dans les conflits afin de gérer les questions liées à l'eau. **Bruno Hellendorff** du GRIP nous a exposé sa perception du rôle des ressources dites naturelles dans les conflits en Afrique, en théorie et en pratique. **Marc Guéniat** de la Déclaration de Berne nous a présenté le rôle de la Suisse dans le Négocier des matières premières et les mécanismes de fraudes liées à ce commerce. **Emmanuel Rugumire**, expert de la Banque Mondiale en DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion), a remis en perspective la question des Etats fragiles dans les conflits. Avec le professeur **Jean-Pierre Jacob** (IHEID), nous avons abordé la question foncière et les conflits qui y sont liés avant de poursuivre sur ce thème avec **Tom Lavers** de l'Université de Genève, en portant un regard différent sur le phénomène de l'accaparement des terres. Puis, **Rachel Gasser** de Swisspeace nous a permis de déconstruire nos perceptions genrées dans les conflits. Le Professeur **Mahmoud Mohamedou** d'IHEID nous a donné les clés de lecture pour comprendre les conflits en termes de transitionnalité et les processus de transformation. Le mercredi a été l'occasion pour débattre du rôle positif, et parfois négatif, des acteurs exogènes aux conflits en termes de d'analyse (**François Piccand**, DFAE), de médiation (**Stine Lehmann Larsen**, HD Center) et d'information (**Anne-Cécile Robert**, Le Monde Diplomatique). Nous avons finalement conclu par une synthèse et une discussion générale sur développement et conflits en Afrique avec le professeur **Christian Comeliau** et moi-même.

La synthèse de ces deux semaines extrêmement riches en éléments de débats et en discussions n'est pas aisée. Les grandes pistes de réflexion qui se sont dégagées ont éclairé les enjeux suivants: déconstruction des concepts et des regards, intégration de la complexité, rapports de pouvoir, capacité de négociation et conflits, réappropriation des processus de transformations et des règles institutionnelles par le « citoyen ».

A travers les conférences, et les débats et discussions très animées a été mise en exergue la nécessité de changer nos représentations, nos perceptions, de déconstruire les concepts et nos connaissances des faits afin de mieux comprendre la complexité des relations entre les concepts, entre les faits et les facteurs, entre les acteurs eux-mêmes. Les schémas trop souvent simplificateurs portés par les analyses simplement descendantes (top-down) ou ascendantes (bottom-up), ou encore les typologies des conflits, les regards et les représentations historiquement construits et les filtres culturels et médiatiques, nous empêchent de saisir la complexité des causalités des conflits. Le changement de regard sur nos perceptions en Afrique permet de comprendre l'absence d'unicité sur ce continent et d'appréhender sa grande diversité culturelle, de représentations, de modèles économiques et sociaux, d'acteurs. Il permet aussi de comprendre que la pauvreté est relative, que l'Afrique n'est pas juste en situation de besoin, mais qu'elle possède une richesse de ressources, d'opportunités de croissance et de savoirs différents qu'elle peut exploiter.

Il en est de même pour nos perceptions autour des conflits. Il semble plus simple pour les analystes et les relayeurs de l'information de trouver des typologies de conflits et des causalités linéaires à ces derniers dans le but de dégager des solutions tout autant simplificatrices, en niant ainsi la complexité. La réalité montre un

enchevêtrement de facteurs à des échelles et des temporalités différentes.

Les conflits sont multidimensionnels et doivent être analysés dans leur historicité, leur contextualisation institutionnelle et sociétale, selon leurs processus et les transformations en œuvre. Les solutions doivent être pensées dans ce contexte et selon des projections moins linéaires autour de la prévention, l'apaisement et la construction de la paix. A titre d'exemple, le manque d'eau n'est pas la cause du conflit en soi, mais les conditions historiques et institutionnelles d'accès à l'eau selon des relations asymétriques, régionales, voire internationales et pas seulement localisées sont à prendre en considération dans l'élaboration des solutions d'apaisement.

Ainsi, l'ensemble des raisonnements met en exergue la nécessité de comprendre et déconstruire les systèmes d'acteurs. Les analyses simplificatrices en termes de typologie et rôle d'acteurs ont démontré leurs limites. La relation binaire entre public et privé se décline de plus en plus autour de la « privatisation du public », voire une internationalisation des réseaux d'acteurs. Une cartographie du système d'acteurs permettrait de mettre en évidence les relations entre les acteurs, les asymétries de pouvoir, les intérêts croisés et les responsabilités stratifiées de chacun.

Les femmes, les responsables politiques, les « ethnies », les groupements paysans, les sociétés de négoce, les entreprises minières, sont autant d'acteurs jouant des rôles à la fois dans les gouvernements et les administrations, l'organisation des groupes d'intérêts, de contrepouvoir et nouant des relations de confiance et de défiance entre eux.

Ainsi, la réflexion sur les opportunités de développement demande une remise en question de nos certitudes. **Christian Comeliau** nous demande de réfléchir sur le fait que le développement en soi crée du conflit. Dès lors, comment trouver des alternatives, des solutions ? Les conflits sont donc inéluctables, subjectifs, liés à leur nature intrinsèque, mais surtout liés à la nature du « développement ». L'analyse des conflits et leur apaisement ou résolution demande de reconsidérer ces concepts, non pas en termes de définitions généralistes et simplificatrices sur des modèles ou des recettes toutes faites, mais bien du point de vue de la redécouverte des valeurs et principes sous-jacents au questionnement citoyen « quelle société voulons-nous, avec qui et comment ? ». Pour porter cette réflexion, nous nous devons d'oublier la généralisation du modèle du développement et de travailler sur les rapports de pouvoir, le système n'étant pas condamné en soi, mais condamné pour sa généralisation.

La violence et les conflits sont en partie liés à la grande inégalité de pouvoirs dans l'organisation de la vie en communauté, la perte de la définition de l'intérêt public et de ce qui le porte.

Aujourd'hui, ces arbitrages sont assurés par l'Etat en ce qui concerne l'intérêt public et par le marché en ce qui concerne les intérêts privés. Mais, les responsabilités pèsent sur l'ensemble des citoyens : « ce n'est pas parce que le Congo est corrompu qu'il ne fonctionne pas, c'est parce que le Congo ne fonctionne pas qu'il est corrompu » (Christian Comeliau). Ce sont ces règles du jeu qu'il faut changer et non pas les acteurs. Les règles du jeu doivent être modifiées et les alternatives portées par les choix citoyens et politiques, donc institutionnels. Comme le dit Philippe Hugon, si l'adage populaire démontre « qu'il ne faut pas donner du poisson à celui qui



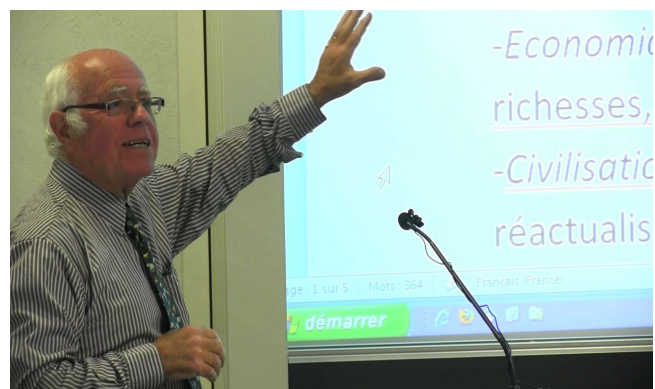
meurt de faim, mais lui apprendre à pêcher », en réalité, il faut surtout lui donner les droits d'accès à la pêche.

Le besoin ne se situe pas seulement dans la connaissance à transmettre, mais dans la possibilité de les exploiter dans les conditions institutionnelles, locales, régionales, ou internationales. Il y a un besoin d'appropriation des conflits, de leurs règlements et des processus de transformations sociétales par les sociétés elles-mêmes qui doivent se construire, ou se reconstruire en fonction des choix politiques et citoyens et non selon les contraintes temporelles et institutionnelles des règles actuelles portées par une « communauté internationale ».

Ces deux semaines ne nous ont pas permis de trouver des solutions « clés en main » pour que l'Afrique sorte des conflits et ait de meilleures perspectives de développement, mais nous ont donné des outils pour réfléchir aux termes « conflits » et « développement » et pour mieux analyser des liens de causalités complexes afin de « penser global, penser local, penser différemment ».

Pauline Plagnat-Cantoreggi  
*Université de Genève*

*Université du GIPRI – 2-13 septembre 2013*



Photos Michel Reymond  
*Université de Genève*

## CAHIER DU GIPRI

### N° 9

### Regards croisés sur la guerre et la paix.

Le séminaire d'irénologie et de polémologie que le GIPRI avait organisé **6 et 7 octobre 2011** à Genève fut un fort moment de réflexions et d'échanges interdisciplinaires. À l'époque, la Lettre du GIPRI No.15 en avait retracé le déroulement en ces termes : « **Myriam Klinger** de Strasbourg ouvrit le séminaire par une présentation historique de l'effort francophone de polémologie. **Pascal Hintermeyer**, de Strasbourg également, développa l'approche historique de manière à mettre en évidence les caractéristiques de l'agressivité humaine. **Gabriel Galice**, du GIPRI, rappela le rôle de ceux qui furent, ou sont liés à cette institution. La 2e session voulait cerner les éléments à l'origine de la violence, dans la biologie (**Jacques Dubochet**, Lausanne), le commerce (**Tristan Landry**, Sherbrooke) et, dans le rôle du sacrifice tel que le révèle l'anthropologue (**Mondher Kilani**, Lausanne). La 3e session, parisienne, était dense, nourries à tous les râteliers de l'histoire et de l'actualité par le politologue **François-Bernard Huygue**, l'historien politologue **Alain Joxe** et le journaliste environnementaliste **Ben Cramer**. Finalement et, plus terre à terre, **Hacène Belmessous** posa un regard critique sur la relation entre l'armée et la police alors que le photographe reporter **Matthias Bruggmann** présentait, en texte et en images, une analyse remplie d'émotion de la réalité du terrain où s'engagent les efforts de restitution de la paix ».

Nous sommes heureux d'annoncer que l'ensemble de ces contributions et les discussions qu'elles ont suscité sont maintenant publiées. Bonne lecture !

Galice, G., Ed. (2013) *Regards croisés sur la guerre et la paix*. Paris : L'Harmattan. Cahier du GIPRI, n° 9



Ouvrage dirigé par Gabriel Galice

## Regards croisés sur la guerre et la paix

Préface de Myriam Klinger et Gabriel Galice



L'Harmattan

Cahier du GIPRI n° 9 - 2013

## NOTES DE LECTURES

### War in Human Civilization

Azar GAT, 2006

Un livre essentiel pour ceux qui veulent comprendre la guerre afin de promouvoir la paix.

Regardez ma tête: elle n'est pas grande. Pensons au monde: sa dimension est incomparable, plus encore si l'on veut l'imaginer dans la profondeur de son histoire. Pensons maintenant à la représentation de la réalité que j'essaie de construire dans ma tête et l'étonnante réduction qu'elle implique. Comment alors faire en sorte qu'un fil rouge sensé émerge de l'infinité du subsidiaire? Une recette peut consister à choisir une bonne clé de lecture. Mais la clé peut aussi fourvoyer.

Pour comprendre la guerre, Gat annonce sa clé et dénonce celle qu'il pense avoir dominé l'ethnologie du 20<sup>e</sup> siècle, celle qui peine à sortir de la confrontation dogmatique entre polémologues à la Hobbs ([Hobbes 1651](#)) et irénologues à la Rousseau ([Rousseau 1753, 2008](#)). La sienne est issue de la biologie évolutive. Elle se base sur les données montrant que l'Homo sapiens et ses sociétés ont été façonnés par des millions d'années de violentes confrontations entre clans familiaux. À l'intérieur du clan, les individus sont unis par des gènes partagés et par des normes culturelles spécifiques. De remarquables formes d'altruisme ont ainsi marqué l'humanisation. Corolaire de cette évolution, les individus habiles à reconnaître «l'air de famille du clan» sont prestes à considérer que tous ceux qui sont différents sont des ennemis. Il n'est probablement pas correct de parler de réflexe pour décrire la propension à considérer toute personne extérieure comme un adversaire ni d'imaginer quelque «instinct de guerre» qui s'allumerait à la vue des étrangers. Par contre, il faut constater que les individus sont doués pour tenir compte de la crainte de l'inconnu lors de l'apprentissage des

stratégies de rencontre. Parmi celles-ci, il y a l'évitement, la fuite, l'intimidation et l'accommodation. Il y a aussi le combat, mais d'homme à homme, l'aventure est risquée comme l'est, *a fortiori*, la bataille ouverte entre les clans. La guerre est une stratégie couteuse que l'Homo sapiens a appris à réfréner. S'il s'agit vraiment de détruire l'ennemi, le raid et l'embuscade sont moins dangereux.

Ainsi vécut et moururent les chasseurs-cueilleurs durant des millions d'années. Puis vint l'agriculture. Avec elle, la possibilité de nourrir plus d'individus sur la même surface. La transition ne fut ni rapide ni facile. Par exemple, avec la densification, la contagion a été rendue plus probable. Sans un vaste boosting immunologique, le néolithique serait mort-né.

La suite tout entière est marquée par l'agrandissement du clan et la nouvelle problématique de «l'air de famille». Comment maintenir la cohérence du groupe, quand les individus ne se reconnaissent plus, ou si peu? Comment faire face à la «tragédie des communs» ([Harding 1968](#))? Suit alors la ségrégation entre dominants et dominés et les conflits subséquents que complexifie la dynamique des techniques et l'extension des savoirs. Cinq-cents pages plus tard, Gat en arrive aux temps modernes et à nos opulentes démocraties libérales.

Une constatation remarquable domine: durant toute cette longue histoire la violence a considérablement diminué et, évaluée décade par décade, la tendance persiste (voir aussi: Singer, 2011, Pinker, 2010). Pourquoi? Petit catalogue désordonné de raisons évoquées: confort de la vie moderne, croissance industrielle et commerciale, libération des femmes, révolution sexuelle, diminution de la proportion des jeunes mâles, armes atomiques qui rendent la guerre impossible, humanisme qui fait son chemin... Gat nous offre une ample matière à réflexion. Son livre est une

fresque passionnante de l'histoire humaine. Il nous aide à donner sens au présent.

Le présent, bien sûr, à deux faces. L'une est favorable, l'autre est néfaste. Pour la première, il apparaît que la guerre entre démocraties libérales n'est plus une option envisageable et que les aventures impérialistes telles que les guerres d'Irak déçoivent le plus souvent ceux qui s'y aventurent. Même dans le tiers-monde le plus profond, la promotion militaire des intérêts des nations développées n'est plus ce qu'elle était ! Les puissants sont-ils en train de découvrir que la guerre n'est plus le moyen de choix pour défendre leur pouvoir et résoudre leurs conflits ? La tendance historique à la réduction de la violence se poursuivra-t-elle ? On peut l'espérer, mais pour y croire vraiment, une solide dose d'optimisme reste nécessaire.

Quant à l'autre face, Gat suggère que, à l'heure actuelle, l'usage d'armes de destruction massive par des groupements terroristes est le plus grand risque direct de déstabilisation globale. Il est vrai que, si les armes à feu tuent, on peut vivre avec (comme semblent y tenir tant d'habitants étatsuniens). Face aux armes de destruction massive, un tel arrangement n'est pas possible. L'attentat des Tours, le 11 septembre 2001, qui en est une sorte d'expérience préliminaire, illustre l'incapacité des pays développés à y faire face. Prise de panique, la première des puissances libres et démocratiques se fourvoie dans les «très mauvaises manières» dont s'étonne même Mme Merkel. Il faut sans doute attribuer aux mêmes raisons la «ligne rouge» décrétée à propos des armes chimiques dans le conflit Syrien. Les cent ou deux-cent-mille morts des armes «conventionnelles» n'avaient guère causé de réactions internationales, mais les mille ou deux milles tués par le gaz ont immédiatement produit un caca nerveux chez les grandes puissances. Pourtant, c'est bien elles, qui conduisent la plus contreproductive des politiques. Par exemple, dix années de chasse à Al Kaida ont transformé un

petit groupe d'extrémistes en une armée tentaculaire à l'échelle mondiale. Loin d'apprendre de l'expérience, les Américains accélèrent le déploiement de leur nouvelle folie, qui institue l'exécution extrajudiciaire en norme de combat. Le monde tout entier risque de payer cher la haine, encore impuissante, des populations vivant sous la menace des drones (<http://www.amnestyusa.org/news/multimedia/us-drones-will-i-be-next>, consulté le 4.11.13).

Et pourtant, la voie pour mieux faire est connue de tous: réduction des disparités ([Wilkinson and Pickett 2010](#)), partage des richesses (elles sont plus que suffisante), accès à la connaissance. La même voie est aussi celle qui conduit vers un but encore plus ambitieux: la liberté et la démocratie pour tous. Dans le monde, ils sont des millions à y consacrer leur vie.

Pile ou face ? L'avenir n'est pas écrit, la partie est en cours, nous jouons tous.

Gat, A. (2006). War in human civilization. Oxford, New York, Oxford University Press.

Harding, G.J. (1968). « The Tragedy of the Commons ». Science, **162**, 1243 – 1248.

Hobbes, T. (1651). Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir ecclésiastique et civil

Pinker, S. (2011). The better angels of our nature: Why violence has declined, Viking.

Rousseau, J.-J. (1753, 2008). Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes. Paris, Flammarion.

Singer, P. (2011). The Expanding Circle: Ethics, Evolution, and Moral Progress.

Wilkinson, R. G. and K. Pickett (2010). Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Paris, Les petits matins; institut Veblen.

Jacques Dubochet  
*novembre 2013*

---

Les opinions exprimées dans la Lettre du GIPRI n'engagent que leurs auteurs

**INSTITUT INTERNATIONAL DE  
RECHERCHES POUR LA PAIX  
A GENEVE (GIPRI)**

*Présidente du comité d'honneur* : J. Berenstein-Wavre

*Bureau de la Fondation* : J. Diezi (prés.), G. Galice (vice-prés.), G. Antille (Trés.), J. Deschamps, J. Dubochet, R. Eraers, G. Harigel, P. Plagnat

**Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39  
1227 Carouge/GE Suisse  
022 301 71 40**

**Site internet : [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)**